

Soutenir le contingent

SEPT généraux sont en prison ou aux arrêts. Un nombre difficile à préciser d'officiers supérieurs ont subi le même sort.

Mais croit-on qu'il sera possible de limiter ainsi l'épuration de l'armée après la tentative de coup de force du 21 avril ?

Le mal était trop profond, trop étendu et trop ancien pour n'avoir pas développé très largement sa contagion.

Le 6 février 1956, l'impunité des responsables du massacre de Sakhiet Sidi Youssef, la Légion d'honneur du lieutenant puis capitaine Charbonnier, le 13 mai enfin, avaient encouragé progressivement les militaires de tous grades à se croire au-dessus des lois.

En vain, on tente aujourd'hui de nous affirmer, au nom de la mystique de l'unité de l'armée, que le nombre des officiers ayant failli à leur devoir a été très faible. Des informations commentent maintenant à nous parvenir sur ce qui s'est passé dans les unités entre le 22 et le 25 avril. Il est confirmé que l'attitude des hommes du contingent, agissant souvent au péril de leur vie, a joué un rôle déterminant dans l'échec du complot. Ils ont eu à résister plus d'une fois à des officiers de tous grades, lieutenants ou capitaines, qui se montraient disposés à ne pas résister aux paras, ou même à reconnaître l'autorité de Challe et à diffuser ses appels.

Il a fallu que les hommes du contingent opposent la résistance passive, souvent aussi la force, pour paralyser leur action.

Or, voici qu'aujourd'hui, selon la vieille tradition de tous les régimes de réaction, on veut tout faire pour sauver le mythe de l'armée. **Non seulement on fait silence sur l'attitude d'un grand nombre d'officiers, mais encore on commence à s'inquiéter des conséquences de l'attitude du contingent sur le « moral » et la discipline.**

C'est le deuxième classe qui est maintenant le suspect n° 1. Ce ne sont pas les généraux et colonels qui ont donné le mauvais exemple, ce sont les « meneurs » (car ils sont déjà baptisés ainsi), les hommes courageux qui n'ont pas voulu être les soldats d'une armée de guerre civile.

Il faut alerter l'opinion sur le tour que

risque de prendre maintenant « l'épuration » de l'armée, conduite par un régime qui doit sa naissance à une révolte de généraux se croyant le droit d'imposer leur loi à la Nation.

Appel du P.S.U. aux Soldats

Au mois de novembre 1960, le P.S.U éditait un tract destiné aux jeunes soldats appelés à servir en Algérie (voir Tribune Socialiste, n° 28, du 19 novembre 1960).

Après les événements des 22-25 avril et le rôle joué par les mobilisés dans l'échec du coup de force de Salan-Challe-Jouhaud-Zeller, nous tenons à reproduire un extrait de ce tract :

SOLDATS !

Quelle que soit l'unité dans laquelle tu es appelé à servir, tu ne dois jamais oublier qu'il existe, dans certaines circonstances, un devoir de refus, devoir dont le général de Gaulle a lui-même jadis tenu compte.

Ces circonstances peuvent être, en particulier, les suivantes :

- **Si on te demande de torturer un Algérien pour obtenir de lui des renseignements, ou encore de l'exécuter sans jugement, tu dois refuser.**

- **Si on te demande de participer à un coup d'État militaire en procédant à des arrestations, en occupant des bâtiments publics, ou de réprimer des manifestations populaires, tu dois également refuser d'obéir.**

Tu ne dois jamais oublier que la guerre d'Algérie n'est, à aucun titre, une guerre de défense nationale, que sa prolongation ruine chaque jour davantage toute chance de réconciliation franco-algérienne et qu'une partie croissante de la population la considère comme une guerre profondément injuste et en exige la fin.

**LE PARTI SOCIALISTE
UNIFIÉ**

Communiqué du Bureau National

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ adresse l'expression de sa chaleureuse solidarité aux soldats et cadres du contingent qui ont été nombreux à faire leur, au moment le plus critique, le devoir de désobéissance à des ordres illégaux et criminels. Il exprime la même solidarité à ceux des cadres d'active qui ont pris la même attitude. Ces soldats et cadres ont ainsi sapé les bases de l'insurrection militaire et sauvé la France d'un effroyable bain de sang.

Le P.S.U. met en garde l'opinion publique contre toute tentative, de la part d'officiers hier complices, au moins passifs, de la révolte, de faire payer lourdement aux jeunes leur courage, leur patriotisme et leur esprit de décision. Il souligne aussi la

gravité qu'aurait toute manœuvre éventuelle du pouvoir pour se réconcilier à leurs dépens avec ces mêmes officiers.

Il demande à tous les Français d'exiger au contraire avec lui l'élimination de l'armée de tous les cadres qui ont fait preuve de tiédeur dans la lutte contre les factieux, en même temps que le châtement exemplaire et rapide de tous ceux qui ont participé d'une manière quelconque à la préparation ou à l'exécution du mauvais coup du 22 avril.

Il s'indigne qu'à peine la France tirée du danger et de l'angoisse, le gouvernement s'empresse de frapper ceux qui ont contribué à la sauver, saisisse les journaux de gauche et tente d'interdire les réunions des partis démocratiques. Il dénonce dans cette attitude la claire volonté d'empêcher de nouveau les Français d'être informés, en même temps que le désir visible de reconforter les milieux réactionnaires de l'armée et de la nation encore secoués et abattus par l'échec de la rébellion, afin de rétablir au plus vite l'alliance du pouvoir gaulliste avec eux.